

VISION MARXISTE DU PROJET DE LOI DES FINANCES 2016 DU MAROC

De :

Abdelhadi BOUSSAS

**Président de la Commission Scientifique de l'OBSERVATOIRE MAROCAIN
DES POLITIQUES PUBLIQUES OMPP.**

Résumé :

Les nouveautés du projet de loi de finances sont distinctes entre plusieurs points forts et d'autres qui sont faibles. La lecture à travers les yeux de Marx ne nous permet pas d'aborder le projet dans tous ses détails, mais nous permet d'évaluer pertinemment la cohérence entre le projet et les objectifs résumés dans leur finalité de réduire les disparités.

A l'époque de Marx, le Maroc définissait ses politiques budgétaires à travers le Budget de l'Etat et non par les lois des finances, la LOF est formulée et votée plus d'un siècle après Marx, l'évaluation (EPP) vient justement en 2011 d'être constitutionnalisée.

Le présent travail a pour objectif d'émettre des pistes de réflexions sur plusieurs articles du projet et de développer un débat constructif autour des politiques et des programmes ressortis du projet.

Mots-clés :

Projet de loi de finances, Marx, le budget de l'Etat, Maroc, constitution, politique, Programme.

Abstract:

The new finance bill are distinct among several strong points and some that are low. Reading through the eyes of Marx does not allow us to approach the project in all its details, but allows us to assess effectively the consistency between the project and the objectives summarized in their aim to reduce disparities. At the time of Marx, Morocco defined its fiscal policies through the state budget and not by finance laws, the LOF is formulated and passed over a century after Marx, evaluation (PPE) comes precisely in 2011 to be constitutionalized. The present work aims to issue lines of thinking on several articles of the draft and develop a constructive debate about the policies and programs of the project emerged.

Keywords:

Project Finance Law, Marx, the state budget, Morocco, constitution, political program.

A l'époque de Marx, le Maroc définissait ses politiques budgétaires à travers le Budget de l'Etat et non par les lois des finances, la LOF est formulée et votée plus d'un siècle après Marx, l'évaluation (EPP) vient justement en 2011 d'être constitutionnalisée. Qu'est-ce que Marx a à voir avec le PLF-2016?

Préambule

Le 20 octobre 2015, Le ministre de l'Economie et des Finances allait présenter le projet de loi de finances au titre de l'année 2016 (PLF-2016). D'aucune n'aurait pas manqué l'actualité ; le parlement n'a extraordinairement pas connu d'absence de députés ni de conseillers. Remarquant souvent des places vides sauf quand il s'agit d'événements distinctes comme la séance présidée par le Roi pour l'ouverture d'un nouveau cycle parlementaire, comme celle de l'intronisation du gouvernement nouvellement constitué suite aux élections et récemment nommé par le Roi ou comme pour la première fois celle où le chef du gouvernement présentait le bilan d'étape de l'action gouvernementale⁽¹⁾, un simple citoyen regardant la séance plénière depuis chez lui et nul en affaires parlementaires aurait été attirée par le taux de présence. Toute personne comprenant l'arabe (en tant que langue et non pas dialecte) se serait demandé quelle occasion était. Cette fois-là⁽²⁾, quelque chose d'étrange se passait, c'était comme si le discours qui allait être prononcé aurait ramené Karl Marx d'entre les morts.

La partie pris du présent article est de présenter une critique constructive du projet de loi des finances de 2016 en rejetant tout faux dilemme présenté aux citoyens sincèrement intéressés à la chose publique, mais qu'est-ce qui fait appeler Marx dans le projet? Autrement dit, quelle est l'idée comprise dans ce projet et que Marx défend ou va à son encontre?

Après dix-huit minutes consacrées à la présentation du bilan des quatre premières années du mandat du gouvernement actuel, le ministre expose le PLF-2016 qui s'assigne trois principales priorités dont la finalité majeure est de réduire les disparités sociales et spatiales à travers :

1. La consolidation des bases d'une croissance économique équilibrée poursuivant le soutien de la demande et l'encouragement de l'offre à travers, la stimulation de

⁽¹⁾ La séance organisée en mi-2014 activant le premier paragraphe de l'article 101 de la constitution de 2011 selon laquelle « Le Chef du Gouvernement présente devant le Parlement un bilan d'étape de l'action gouvernementale, à son initiative ou à la demande du tiers des membres de la Chambre des Représentants ou de la majorité des membres de la Chambre des Conseillers. Une séance annuelle est réservée par le Parlement à la discussion et à l'évaluation des politiques publiques».

⁽²⁾ Tout ceux qui savaient qu'il s'agit de la dernière loi de finances étaient attentifs, peu importe sont-il intéressés à la chose publique, seul le degré d'intérêt diffère. Contrairement aux politique publiques qui prennent du temps pour donner un effet, même un citoyen lambda est devenu conscient que les lois de finances lui touchent, bon ou mauvais, dès le premier jour de la mise en vigueur (le premier jour de l'année financière, elle même correspondant à l'année civil pour notre cas).

l'industrialisation, la promotion de l'investissement privé, le soutien à l'entreprise et l'accélération des plans sectoriels ;

2. Le renforcement des piliers d'un développement économique intégré offrant des opportunités d'emploi décent ;
3. L'accélération de la mise en œuvre de la régionalisation et de la cadence des grandes réformes structurantes.

Le projet compte également mettre en œuvre la réforme de la Loi Organique relative à la Loi des Finances (LOF), elle constitue une nouvelle règle supposant concrétiser les principes de la bonne gouvernance dans toutes ses dimensions, c'est une nouvelle étape dans le processus d'amélioration de la gestion des finances publiques et de la reddition des comptes à travers notamment, la consécration des principes de l'efficience, de la performance et de suivi-évaluation.

En partant de ce concept de suivi-évaluation, nous précisons que, à titre de rappel, les finances publiques faisaient l'objet d'une évaluation selon une approche dite "Budget de moyens". Tout simplement, il s'agit d'une comparaison entre les couvertures budgétaires prévues dans les lois des finances et les couvertures effectivement assurées au cours de l'année financière. Dans ce sens, nous constatons un rôle limité des parlementaires et une évaluation sans sens qui ne porte aucun jugement sur la valeur des actions, des programmes et des politiques publiques inscrits dans les lois (de finances bien entendu). D'ailleurs, c'est une redondance des missions ; l'évaluation selon l'approche de moyens se fait par le Secrétariat Général du Gouvernement qui élabore la loi de règlement, au Maroc de liquidation, et constate définitivement les recettes et les dépenses.

La LOF vient donner à l'évaluation des finances publiques un sens et aussi assisterions-nous à une nouvelle approche décrite de "Budget de résultats" ; ce seront les résultats qui feront l'objet d'évaluation et non pas le respect des règles et des procédures dont le terme évaluation n'est pas propice car cela nous renvoie plutôt à un audit qu'à une évaluation.

A l'époque de Marx, le Maroc définissait ses politiques budgétaires à travers le Budget de l'Etat et non par les lois des finances, la LOF est formulée et votée plus d'un siècle après Marx, l'évaluation (EPP) vient justement en 2011 d'être constitutionnalisée. Qu'est-ce que Marx a à voir avec le PLF-2016?

Le comportement du parlement, dont le rôle d'évaluation est devenue constitutionnellement de sa compétence, émet des signaux selon lesquels l'enjeu de la gouvernance incorporé dans la nouvelle LOF semble être voué à l'échec. Durant tout le mandat du gouvernement actuel, les députés et les conseillers débattent les réalisations dans leur rapport avec les orientations gouvernementales, c'est l'indicateur "Efficacité"⁽³⁾, il fallait

⁽³⁾ Indicateur "Efficacité" de point de vue de l'ongle des débats soulevés autour du rapport Résultats vs Objectifs/Priorités. Pour nous, c'est souvent plutôt de l'effectivité. Par exemple, débattre autour des

toujours attendre l'expiration d'au moins le premier semestre de chaque année pour se disposer des premiers chiffres. Ceci étant, mesurer l'efficacité, qui exige évidemment la disponibilité des résultats, est impossible dans la mesure où les politiques que cadrent les lois des finances nécessitent un bon temps pour déboucher sur des résultats visibles. Les chiffres de la croissance, du déficit, de l'emploi, du chômage, de dette...etc permettent uniquement l'observation sommaire des agrégats macro-économiques dans toutes leurs limites. C'est superficiel ! Cette manière de mesurer l'efficacité n'est pas admise par la définition scientifique de l'efficacité. Les lois de liquidation ne permettent à leur tour que d'observer les moyens (les couvertures budgétaires) et donc de mesurer l'efficience (rapport moyens/résultats) le cas où les résultats sont disponibles. Nous ne disons pas qu'il faudrait attendre l'impact desdites politiques pour entreprendre l'évaluation. Le premier indicateur à surveiller dans le cadre d'une évaluation est celui de la cohérence, le rapport Objectif/Moyens ; la conception et la mise en œuvre.

Quels sont les objectifs du PLF-2016? Sont-ils cohérents entre eux? Les moyens juridiques, humains et financiers à mettre en place sont-ils adaptés à ces objectifs?

modalités de la mise en place du RAMED, autour des erreurs et anomalies que connaît ce système et généralement autour de la capacité le mettre en œuvre tel qu'initialement conçu et voté s'inscrit dans le cadre de l'indicateur "Effectivité", connu aussi par "Faisabilité", c'est le rapport Objectif (solution)/réalisation. Ils font souvent, selon notre suivi et observation de leurs interventions, confusion entre les réalisations et les résultats et prennent ainsi le rapport Objectifs/Réalisations pour Objectifs/Résultats.

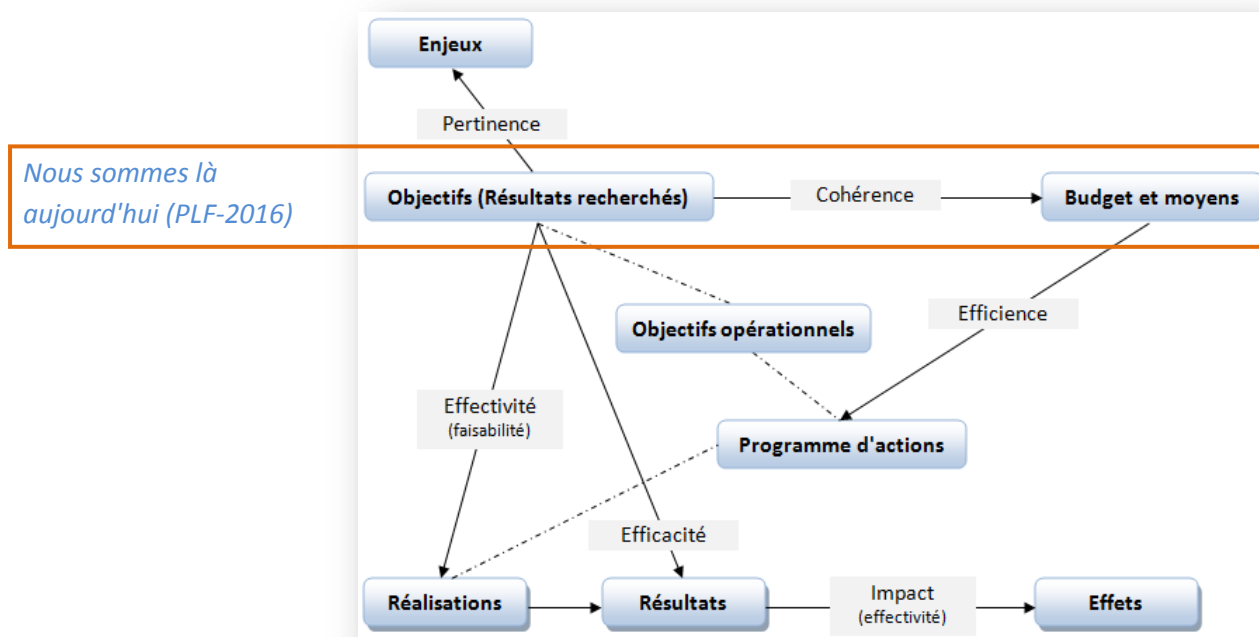
Notre schématisation des indicateurs ci-après met en relief les différences.

Marx convoqué à une évaluation ex-ante du PLF-2016

Les objectifs fixés sont-ils pertinents et vont répondre aux causes pour lesquelles ils sont définis? C'est tard pour nous de chercher à agir dessus. D'ailleurs, le gouvernement est mieux placé que nous pour procéder à un diagnostic et décider des enjeux. Les enjeux vont de soi, les objectifs ne sont aucunement pas contestés. Ne serait-ce qu'imprudent de notre part de les contester dans la mesure où leur finalité (réduction des disparités sociales et spatiales) se voit adoptée par le contexte : (1) Régionalisation (pour lutter contre les disparités spatiales), (2) nouveau fonds (fonds du développement des zones rurales pour endiguer les disparités entre le milieu urbain et les zones rurales), (3) profusion de programmes sociaux pour diminuer les disparité sociales (Fonds de soutien de la solidarité sociale, programme IDMAJ, Programme TAHIL, programme "millions cartables", programme TAYSSIR, soutien de l'enseignement supérieur "bourses", renforcement du budget de la santé...etc.).

Présentement, ce sont les budgets qui font l'objet de débats. Pour ne pas manquer d'être à jour par rapport à l'actualité, nous allons évaluer la cohérence entre cette finalité et les moyens. C'est aussi la phase où nous sommes aujourd'hui. C'est logique, semble-t-il. Ainsi, nous définissons comme éléments à évaluer :

FINALITE (pour résumer les objectifs)	Cohérence entre	MOYENS (Articles PLF-2016)
Réduction des disparités sociales Réduction des disparités sociales (y compris spatiales étant données les conséquences des disparités spatiales émergent au niveau des disparités sociales et les alimentent davantage.		PLF de 2016 Politique budgétaire Politique fiscale Politique publiques, programmes et actions à financer au titre du PLF-2016



Karl Marx va peut-être nous aider à évaluer cette cohérence et à répondre à la question suivante : Le projet de loi des finances de 2016 serait-il capable de réduire les disparités sociales ?

Surtout connu pour être le père du communisme, Karl Marx fournit des analyses pertinentes pour répondre à cette question. Aujourd'hui, ses idées sur les inégalités commencent à trouver un écho au sein même des affaires internationales et au sein du cœur du monde capitaliste qui ne tolère pas sa présence. Ici, ce ne sont pas ses idées sur le communisme qui nous intéressent, mais plutôt ses idées sur les inégalités ; idées qui ont incessamment constitué son argument principal contre le capitalisme.

Néanmoins, à côté de cette question dont la réponse est une évaluation ex-ante du PLF-2016, une autre question intervient : Les analyses de Marx sont-elles pertinentes aujourd'hui notamment pour évaluer à priori le PLF-2016 ? Marx avait jugé le système capitaliste voué à l'échec en raison des disparités qu'il crée. Au Maroc, Le PLF-2016 augmente le taux de TVA de certains services (opérations du transport ferroviaire), a mis fin à l'exonération de la taxe sur l'importation de certaines matières (la beurre) et fournit parallèlement un tas d'exonérations fiscales au profit de plusieurs sociétés (exonération de l'importation des avions, autorisation aux grandes sociétés d'agriculture de récupérer la TVA sur les matières achetées à condition de non transformation, en plus des exonérations des sociétés en 2015 d'une valeur de 18 milliards DH, en 2014 les sociétés ont bénéficié des exonérations dont la valeur a atteint 18 milliards de DH, 21 milliards en 2013, 36 milliards en 2012...). Il, Marx, aurait dit qu'ainsi le PLF-2016 et également les dernières lois de finances contribuent à la confirmation des inégalités sociales, que nous allons d'échec en échec et que nous irons de crise en crise. Est-ce vrai ? L'Etat ne tire-t-il pas les enseignements des économies ayant souffert en raison des disparités et surtout que nous trouvons dans les œuvres de Marx des analyses teintées d'une certaine véracité étonnante ?

La réduction des disparités sociales était l'une des priorités du programme gouvernementale. Le gouvernement en a fait sa devise tout au long de son mandat et a toujours initié ses notes de présentation des projets de lois de finances par l'expliquer. De nombreux discours royaux se l'étaient toujours fixés comme orientation prioritaire (Discours du trône, discours d'ouverture des cycles législatifs, discours à l'occasion des anniversaires de la révolution du Roi et du Peuple), voire cette priorité a été institutionnalisée par plusieurs décrets (INDH, Agence de développement social, les trois Agences pour la Promotion et le Développement économique et sociale des provinces du Nord, de l'Oriental et du Sud...). Aussi, avant d'entrer dans le vif du sujet, précisons que nous sommes conscients que les orientations royales, les programmes gouvernementaux et les politiques visant à diminuer les disparités sociales, notamment l'INDH qui célèbre son 10ème anniversaire, ont permis au Maroc d'atteindre, dès l'année 2013, le premier Objectif du Millénaire pour le Développement relatif à l'élimination de l'extrême pauvreté et la faim.

Que dis Marx ?

Vision marxiste du projet de loi de finances 2016

Afin de savoir la vision marxiste de ce projet, nous devons d'abord appréhender ce projet à travers les yeux de Marx.

En dépit du soin particulier et de l'attention que l'Etat prête visiblement au sujet, les disparités ⁽⁴⁾ restent encore criantes. La société marocaine devient de plus en plus inégalitaire. Nous abordons la vision de Marx car ses idées sur les inégalités ont aujourd'hui plus de résonance que jamais. En quoi les idées de Marx peuvent expliquer ces inégalités qui ne cessent de gagner plus d'ampleur au Maroc?

Marx aurait classé les nouveautés du PLF-2016 finances selon deux options : 1- Au profit/détriment du citoyen (travailleur) et 2- Au profit/détriment des patrons (entreprises).

Le citoyen, lambda si est-il, ne craint que l'augmentation de l'imposition des matières de première nécessité, il craint ce que le gouvernement croit être réformes. Par l'expérience qu'il a eue avec les lois des finances pendant la dernière décennie et qu'il se mettait à avoir récemment avec tout ce qui est qualifié de "réforme" (réformes de la caisse de compensation, réformes des caisses de retraite, réformes fiscales...) il n'aspire plus à des avantages et se met à considérer plutôt le maintien de l'imposition fiscale en état comme un acquis. A contrario, les patrons des sociétés, qui battent toujours pour plus de cas d'allègements fiscaux et procèdent prestement aux négociations avec le gouvernement en devançant les projets de loi de finances, attendent avec espoir les nouveautés du projet. Ils ont toujours pu avoir une réponse à leurs revendications dans les articles des projets de lois initiales.

Même si les membres des commissions parlementaires discutent par compétence le projet et sont les seuls à pouvoir proposer et modifier des articles et voter le projet, ce sont les entreprises et les citoyens qui en sont amplement concernés. Ni le gouvernement, en tant qu'émetteur du projet, ni le parlement ne sont touchés par son contenu. En cas même où le projet faisait l'objet d'accord de la majorité, pour ne pas dire l'unanimité de tous les parlementaires, les patrons et les citoyens avaient toujours une appréciation divergente. Il n'est qu'à tendre l'oreille aux échos de la rue et des médias et observer les anciennes lois de finances pour réaliser que ces deux catégories n'avaient jamais le même avis sur ces lois. Contrairement aux politiques dont il faudrait attendre des années pour concrétiser les résultats, les lois de finances n'ont besoin que d'un seul jour pour que leurs impacts soient sentis et concrétisés (dès le premier jour de l'année financière). Sont-elles responsables des disparités?

Quel est exactement la vision de Marx?

⁽⁴⁾ Tel est le constat d'un diagnostic territorial mené par le Ministère de l'Intérieur dont les résultats ont été énoncés par le Roi Mohammed VI dans le Discours prononcé à l'occasion du 16^{ème} anniversaire de son accession au Trône, 2015

Pour le comprendre, nous devons procéder à un classement des nouveautés du PLF-2016 comme l'aurait fait Marx.

Les citoyens⁽⁵⁾ sont sensibles à tout ce qui peut toucher à leur pouvoir d'achat, donc à leur salaire. Marx se demanderait si le PLF-2016 n'y touche pas.

Le PLF-2016 prévoit une augmentation du taux de la taxe sur la valeur ajoutée des billets de train de 6% (passant ainsi de 14% à 20%). En réalité, les pièces monétaires disponibles dans un tel service (de transport ferroviaire) ne permettront pas au citoyen de payer uniquement un plus de 6%. Nous avons pris pour exemple six trajets qui connaissent quotidiennement un énorme trafic et réalisé le tableau suivant qui montre (en rouge) un supplémentaire qu'aura payé le citoyen pour remédier à la situation. Le problème n'est seulement pas celui de la non disponibilité de pièces circulant normalement dans le marché (de valeurs de 5, 10, 20, 50) et que le citoyen pourrait ramener ailleurs pour éviter un paiement supplémentaire en dehors de la valeur de la nouvelle TVA, mais c'est aussi celui de l'inexistence de pièces (ni dans les guichets ni ailleurs) permettant d'assurer le juste-paiement des billets ; les prix seront, selon les exemples suivants, de valeurs : 15,79 - 27,37 - 36,84 - 94,74 - 131,58...et le paiement sera ajusté à aux valeurs supérieurs possibles (50 et 100 centimes).

	Tarifs actuels des billets			valeur de 6%	Nouveaux tarifs au titre de 2016 (TVA 20%)	Le surplus qu'aura payé le citoyen après TTC	
	Prix billet HT	TVA (14%)	Plein tarif			Si ajustement à 50 centimes	Si ajustement à 100 centimes
Casa-Mohammedia	13,16	1,84	15,00	0,79	15,79	0,21	0,21
Mohammedia-Rabat	22,81	3,19	26,00	1,37	27,37	0,13	0,63
Rabat - Casa	30,70	4,30	35,00	1,84	36,84	0,16	0,16
Casa-Marrakech	78,95	11,05	90,00	4,74	94,74	0,26	0,26
Rabat-Tanger	83,33	11,67	95,00	5,00	100,00	0,00	0,00
Casa-Tanger	109,65	15,35	125,00	6,58	131,58	0,42	0,42

calcul de l'auteur

Un travailleur ou un étudiant qui fréquentent quotidiennement son entreprise ou son école par train rendra rapidement compte de l'effet du +6% de la TVA et du paiement supplémentaire non justifié. Si nous laissons à part la TVA qui est souvent contestée pour son iniquité, Marx se dirait que les centimes supplémentaires qu'un citoyen est contraint de payer (0,21 - 0,63 - 0,16 - 0,26 - 0,42...) est une exploitation à l'instar de la plus-value qu'un patron subtilise à un travailleur. Il dirait que ce citoyen assujetti au sur-paiement de son ticket est lui-même le travailleur soumis à sur-travailler chez son patron. Pour lui, cette augmentation de l'imposition des billets discrédite la volonté du gouvernement de lutter contre les inégalités sociales à travers la réduction des disparités, non seulement parce

⁽⁵⁾ Même si toute population est citoyenne, nous attirons l'attention du lecteur que dans cet article nous référons par le mot "citoyen" la partie de la population étant soit employé, soit sans emploi ou employé en retraite (nous excluons uniquement les patrons quoiqu'ils soient citoyens). Nous utilisons le dictionnaire de Marx. Or, nous parlons des travailleurs.

qu'elle élève le coût de la vie et par conséquent met une pression sur les salaires, mais aussi parce que le prix qu'aura finalement payé le citoyen dépasse celui même auquel la nouvelle TVA donne lieu.

En plus de cette TVA des billets, plusieurs matières à usage quotidien ont connu ces dernières années une augmentation de leur TVA et taxe. L'exemple de la loi de finances de 2015 nous incite à une analyse pareille⁽⁶⁾ : La TVA de l'autoroute a passé de 14% à 20%, de même pour la TVA du thé et bien d'autres.

Le PLF-2016 prévoit une inflation de 1,7%. A rappeler que l'inflation est un indice de la valeur de la monnaie. Dans certains pays, les salaires évoluent proportionnellement à l'évolution de l'inflation, l'objectif étant de préserver le pouvoir d'achat de leurs citoyens. Au Maroc, les salaires ne suivent pas. Pour Marx, la cause profonde de toute crise économique est les faibles salaires. Les politiques et les programmes conçus pour diminuer les disparités seront, selon lui, voué à l'échec ; des fausses pratiques tendent à diminuer la demande agrégée. A l'élévation continue de l'imposition des matières premières et des produits alimentaires, s'ajoute l'impact de l'inflation. Même si elle est récemment maîtrisée à des valeurs entre 0,44% et 2%, les disparités empirent étant donné les salaires ne font pas face au seul facteur de l'inflation, d'autres éléments s'y ajoutent : (1) En plus de la pression fiscale (imposition à tendance haussière continue), (2) l'élévation des prix (Hors TVA) des matières libérées suite à la réforme de la caisse de compensation, (3) fin de l'exonération de l'importation d'autres matières (exemple de la beurre), (4) réduction des salaires net suite l'augmentation du taux de la cotisation retenue dans le cadre de la réforme des caisses de retraite, (5) Diminution de la pension de la retraite (toujours dans le même cadre de la réforme de la retraite, au lieu d'un remboursement de 2,5% sur chaque année de travail, le nouveau taux de remboursement sera, à partir de 2017, 2%)...etc.

Selon la banque mondiale qui a actualisé ses données sur l'inflation il y a bien un mois (le 16 octobre 2015), cette dernière était de 0,44% en 2014, 1,89 en 2013, 1,28 en 2012, 0,98 en 2011. En effet et pour prendre en compte la pression réelle qui s'est exercée et s'exerce sur les salaires, eux-mêmes déjà faibles par rapport au coût de vie, nous sommes tenus de considérer le cumul de l'inflation au cours de toutes les dernières années et le cumul des nouvelles impositions stipulées dans les dernières loi de finances.

Les salaires n'étaient-ils pas revus? Des plusieurs débats que nous avons soulevés avec certains dirigeants et académistes, ceux-ci ont tenté d'adopter l'antithèse⁽⁷⁾ selon laquelle le salaire minimum interprofessionnel général (SMIG) a augmenté à maintes reprises.

Le SMIG a augmenté à maintes reprises?

⁽⁶⁾ Le TTC effectivement payé (et qui n'est pas théorique) = Montant HT + TVA + **montant supplémentaire pour ajuster les centimes dont les pièces monétaires ne sont pas disponible**. Il n'est plus en fait question de pièces monétaires, ce surplus est devenu admis et un citoyen ne peut plus contester.

⁽⁷⁾ Leur intention n'était pas de défendre telle ou telle partie, mais de prévoir les arguments qui vont opposer l'idée développée sur la divergence de l'évolution de l'inflation et des salaires.

Nous affirmons également que les SMIG ont fait l'objet d'augmentation. Prenons l'exemple du secteur du textile, la hausse du taux horaire était comme suit :

- 2.5% en juillet 2008 -> Salaire minimum horaire = 9,90 DH
- 2.5% en juillet 2009 -> Salaire minimum horaire = 10,14 DH
- 2.5% en juillet 2010 -> Salaire minimum horaire = 10,39 DH
- 2.5% en juillet 2011 -> Salaire minimum horaire = 10,64 DH

Il a été décidé aussi, en 2011, d'augmenter encore une fois le SMIG dans le secteur textile-habillement comme suit :

- 1^{er} juillet 2011 -> +2.5%
- 1^{er} décembre 2011 -> +2.5%
- 1^{er} juillet 2012 -> +2.5%
- 1^{er} décembre 2012 -> +2.5%
- 1^{er} juillet 2013 -> +2.5%
- 1^{er} décembre 2013 -> +2.5%

Si nous soumettons ces données à une personne lambda, elle dirait que le SMIG dans le domaine du textile-habillement a augmenté entre 2008 et 2013 dix fois et, en plus, à taux trimestriels et bimestriels équivalant le double, le triple, voire le quadruple des taux d'inflation. Une personne plus instruite, intéressée continuellement à la chose publique et/ou économique et qui suit l'actualité donnerait une réponse plus pertinente et dirait qu'en effet le SMIG n'a augmenté entre 2008 et 2013 que deux fois. C'étaient deux décisions : une première augmentation de 10% et une deuxième de 15%, la première étant répartie sur quatre tranches et la deuxième sur six tranches donnant ainsi l'impression de dix décisions d'augmentation de SMIG.

Pour quelle réponse Marx serait-il?

La réponse réside dans la façon avec laquelle Marx pense. Ils l'ont bien dit, le SMIG, l'analyse sous l'angle du SMIG nous fait dévier le trajectoire de la vision de Marx. Il n'a jamais parlé de SMIG, mais parle toujours des salaires. Qu'en est-il des salaires en dessus du SMIG? Même ceux qui perçoivent des salaires un peu plus en dessus du SMIG sont démunis et pourtant leurs salaires n'ont pas fait l'objet d'aucune revalorisation suite à la révision du SMIG. La classe moyenne n'en a nullement pas profité alors qu'elle est le réel sauveur de l'économie marocaine⁽⁸⁾. Bref, Marx nous aurait laissé deux questions dont toute réponse que nous nous proposerons pour aller à son encontre ne nous convaincra pas nous-mêmes :

⁽⁸⁾ Des composantes de la demande intérieure, la consommation des ménages à elle seule avoisine 60% du PIB selon le HCP. Le tableau suivante présente les dépenses de consommation finale des ménages (%PIB) selon la Banque Mondiale :

	1996-2000	2001-2005	2006-2010	2011-2015
Country name	÷ 2011	÷ 2012	÷ 2013	÷ 2014
Maroc	58,9	59,9	60,1	59,6

1. Combien de salaires sont concernés par l'augmentation du SMIG? Autrement dit, il faut avouer que les salaires de classe moyennes sont supérieurs, à des niveaux différents, au SMIG. Les salaires d'une partie importante de la classe démunis sont légèrement supérieurs au SMIG.
Quoique ce soit la réponse, la question profonde est précisément la suivante :
2. L'augmentation du SMIG résout-il la question des disparités? Le SMIG est un bon indicateur des inégalités si nous le comparons avec les salaires, non seulement des patrons, des cadres.

Marx parle des inégalités entre les patrons et les travailleurs, les cadres font partie également de ceux-ci (prolétaires selon le dictionnaire de Marx). Pourquoi Marx penserait-il que nous irons de crise en crise?

Pour nous, il s'agit d'une économie moderne qui a permis aux cadres et à tous ceux qui occupent des postes de responsabilité d'obtenir une plus grande part du gâteau, de richesse. Pour Marx, c'est une redistribution des richesses au profit du capital et au détriment du travailleur. D'une part, plus un employé évolue dans les postes de responsabilité, plus la plus-value qu'on lui subtilise est grande. D'autre part, Marx pense que ces deux catégories, patrons et travailleurs, seront toujours en désaccord, que les cadres, avec la part de la richesse qu'ils obtiennent de plus en plus, deviennent les patrons de demain et que cette lutte des classes est synonyme de crise.

Les disparités sont admises par l'Etat. Si dans le secteur privé les cadres ont tiré profit et si dans le secteur public plusieurs modalités de répartition des ressources budgétaires sont mises en place par l'Etat et destinées à réduire les disparités sociales et la pauvreté, pourquoi n'avons-nous pas atteint les résultats escomptés? Est-ce qu'il s'agit effectivement d'une redistribution de richesse au profit du capital et au détriment du travail? Nous ne ferons que donner des suppositions si nous tentons de prendre une position sur cette question. La bonne réponse exige auprès de nous d'étudier le comportement des travailleurs cadres pour savoir s'ils font empirer les disparités. Or, l'unique idée sur laquelle nous pouvons assurément nous prononcer est la suivante :

Les faibles salaires croissent très légèrement et lentement tandis que le bon salaire augmente très rapidement. Cette situation contribue à plus d'inflation causée par les travailleurs à forts salaires, les travailleurs à faible salaires doivent faire face à un coût de vie évoluant à un rythme plus rapide et plus grand que celui de leurs salaires. Cette analyse trouve écho même chez le dirigeant de la plus grande puissance du Monde : « Les plus riches ont vu leurs revenus augmenter comme jamais auparavant ; alors que la plupart des travailleurs américains ont dû faire face à une hausse du coût de la vie, une baisse des

salaires et des dettes de plus en plus élevées ». Explique Baraka Obama lors d'un discours qu'il prononce au peuple américain ⁽⁹⁾.

Qu'en est-il des patrons?

Des trente six mesures fiscales stipulées dans le PLF-2016, seules deux ⁽¹⁰⁾ peuvent ne pas satisfaire aux entreprises. En réalité, même si les échos de presse affirment que le gouvernement était favorable aux propositions fournis concernant les taux d'imposition à l'IS par la confédération du patronat à la veille de l'approbation du projet de loi budgétaire pour 2016 en Conseil des Ministres et de sa présentation au parlement mais que le gouvernement n'a pas tenu son accord de principe. Nous avons comparé les propositions du patronat et l'article 19 du PLF-2016. Excepté le taux de 31%, l'article respecte la proposition du barème et a introduit la progressivité du calcul de l'IS sur laquelle la Confédération Générale des Entreprises (CGEM) du Maroc revenait avec insistance.

Si les exonérations octroyées à certains secteurs et entreprises dans ce projet semblent en effet justifiées (excepté l'exonération de l'importation des avions), Marx serait-il d'accord? Pour Marx, c'est une réponse illusoire de ne parler que des allègements fiscaux dans le PLF-2016. Il nous demanderait ce qu'il en est des exonérations à valeur de 18 milliards de DH octroyées cette année aux entreprises, ce qu'il en est des 18 milliards l'année dernière, ce qu'il en est des 21 milliards en 2012, ce qu'il en est des 36 milliards en 2012 et bien d'autres années. Il s'étonnerait que la CGEM ait proposé un barème introduisant un nouveau taux de 20% ⁽¹¹⁾. Il reviendrait sur les recommandations issues des assises nationales sur la fiscalité ⁽¹²⁾ tout convaincu qu'il ne seraient pas prises en compte dans le PLF-2016 ni dans les lois de finances de 2015 et 2014. Une des recommandations était de mettre en place une taxe sur la richesse, le gouvernement a, contrairement à cette recommandation, mis fin à la taxe ⁽¹³⁾ de solidarité sur les hauts revenus, elle-même ayant rapporté 1,9 milliards de dirhams au fonds d'appui à la cohésion sociale, mécanisme normalement de récupération des égalités et de réduction des disparités.

⁽⁹⁾ Cette déclaration solennelle médiatisée au large peuple américain, voire du monde entier soutient l'idée de départ selon laquelle les idées de Marx sur les inégalités commencent à trouver un écho au sein même du cœur du monde capitaliste qui ne tolère pas sa présence.

⁽¹⁰⁾ (1) - Plafonnement du montant des charges déductibles dont le règlement peut être effectué en espèce à 10 000 DH par jour et par fournisseur, (2) - Introduction de deux nouveaux taux d'impositions à l'IS :
 - 10% pour les sociétés réalisant un bénéfice fiscal inférieur ou égal à 300 000 DH
 - **20% pour les sociétés réalisant un bénéfice fiscal supérieur à 300 000 DH et inférieur à 1 million DH**
 - 30% pour les sociétés réalisant un bénéfice fiscal supérieur à 1 000 000 DH et inférieur à 5 millions DH
 - **31% pour les sociétés réalisant un bénéfice fiscal supérieur à 5 millions DH**

(Etant précisé que le secteur financier demeure imposable à 37%)

⁽¹¹⁾ Il dirait que c'est une bonne façon de fuir le taux de 30%

⁽¹²⁾ Assises nationales sur la fiscalité qui ont pris fin à Skhirat en 2013 avec une large série de recommandations devant favoriser l'équité du système fiscal, la compétitivité des entreprises et le civisme fiscal.

⁽¹³⁾ Cette taxe sur les hauts revenus a été instaurée en 2012 pour les entreprises et l'année suivante pour les particuliers. Elle est de 1,5% à 2,5% sur les bénéfices nets après impôt pour les sociétés aux bénéfices supérieurs à 15 millions de dirhams. En 2013, cette taxe a ainsi rapporté 1,9 milliard de dirhams au fonds d'appui à la cohésion sociale.

Nous assistions depuis 2005 à une vague de projets sectorielles nécessitant trop de fonds, les dépenses ne cessent pas de progresser à la hausse d'année en année, il n'est pas de l'intérêt du gouvernement d'octroyer des exonérations annuellement à des milliards de dirhams surtout qu'il est fort difficile de les supprimer ensuite vu la pression des patrons. Depuis 2005 jusqu'à 2014, la valeur total des exonérations fiscales est de 284 milliards de dirhams ⁽¹⁴⁾.

Comment s'y prendre? Si nous cherchons une réponse marxiste, il faut savoir que le rapport cette fois-ci concerne le gouvernement vis-à-vis du citoyen. Serait-il juste de mettre le gouvernement à la place des patrons et imaginer la réponse de Marx?

Ce n'est pas compliquer pour Marx, quand il critiquait le capital, il était d'avis que les crises sont la manifestation des défauts fondamentaux du capitalisme, ou comme il les appelle, de ses contradictions. Le capital quand il est confronté à un problème, il cherche à le déplacer vers un autre secteur ou ailleurs. De même, si le gouvernement est en difficulté, il tente d'extraire la richesse de la population à grand renfort de taxes et d'impôts.

Partons d'un petit exemple : cette année, le montant total des exonérations dont les entreprises ont bénéficié est de 18 ⁽¹⁵⁾ milliards de dirhams. Le nombre des familles au Maroc est de 7 313 806 ⁽¹⁶⁾. Quelles sont les possibilités qu'a le gouvernement pour récupérer les recettes perdues en exonérations?

Scénario 1

Extraire le montant auprès de la population :
Comme les familles de la classe moyenne et de la classe pauvre vont souffrir le plus, elles représentent respectivement 53% et 34% ⁽¹⁷⁾, soit 6 363 011 familles. En divisant sur eux les 18 milliards ⁽¹⁸⁾, chaque famille devra faire face à une augmentation des impositions et des prix de valeurs de 2828,85 DH.

Scénario 2

S'endetter (Déjà l'alarme sonne)

Scénario 3

Extraire une partie de la population et emprunter une partie

Scénario 4

Augmenter les recettes des établissements et des entreprises publiques
En fait, ce scénario suppose être au détriment des citoyens en tant que clients. Les recettes des établissements publiques ⁽¹⁹⁾ ont reculé de 13,3 milliards de dirhams en 2013, à 9,8 milliards en 2014, à 9,5 milliards en 2015 puis à 8,3 milliards l'année prochaine selon les prévisions. Pour les recettes

⁽¹⁴⁾ La cour supérieure des comptes a réalisé un rapport où il critique ces exonérations dont la somme la plus importante est non justifiée selon elle. Elle reproche l'absence d'un cadre légal propice aux exonérations connues sous le nom "Dépenses fiscales" dans l'absence d'une définition précise de ce qu'est une exonération. Elle qualifie la situation d'inquiétante ; des exonérations à avoir dû supprimer, des exonérations n'ayant pas abouti aux objectifs pour lesquels elles étaient octroyées, des exonérations dont il n'y a aucune précision de durée de validité et qui deviennent ainsi permanentes.

⁽¹⁵⁾ Direction de budget, Ministère de l'Economie et des Finances, 2015

⁽¹⁶⁾ HCP, le dernier recensement de 2014

⁽¹⁷⁾ HCP, le dernier recensement de 2014

⁽¹⁸⁾ Direction de budget, Ministère de l'Economie et des Finances, 2015

⁽¹⁹⁾ Ministère de l'Economie et des Finances, 2015

des entreprises publiques ⁽²⁰⁾, le gouvernement prévoit 8,3 milliards en 2016.

Le déficit que connaît le budget de l'Etat a pour source ce recul des recettes et le recours à l'endettement ⁽²¹⁾. En 2013, les impôts ne recouvrent 80% des dépenses. Dans la loi de finances de l'année dernière, les impôts ne finançait que 59% des dépenses ⁽²²⁾. Ceci dit que 40% du budget devait être assuré sous forme de dettes ou réduction des dépenses.

Réduire les dépenses ! Lesquelles au juste?

Les dépenses qui pèsent le plus, selon les répétitives déclarations du gouvernement, sont la charge de la compensation. Le gouvernement s'est mis à libérer des matières subventionnées par la caisse de compensation en s'appuyant sur deux arguments :

1 - Une charge étouffant le budget de l'Etat

2- Les riches et les plus aisées des ménages marocains ainsi que les entreprises accaparent environ 80% des subventions

La solution ? Réformer la caisse

Comment ? Libérer progressivement les matières subventionnées

Résultat ? On a épargné à l'Etat des dizaines et des dizaines de milliards de dirhams.
On a surtout réduit le déficit budgétaire.

Pour le gouvernement c'est une réforme. Le déficit budgétaire en 2012 était de 7% du PIB. Si on soustrait les dépenses de la compensation, il aurait été de 0,3%. Pour Marx, c'est une erreur supplémentaire allant accroître le fossé entre les classes sociales et serait alors condamné à se creuser, comme d'ailleurs la tombe même de la classe pauvre, sous l'effet de la paupérisation des ouvriers et de la prolétarisation des classes moyennes. Si la charge de la compensation coûte à l'Etat plus de 6% dans le solde budgétaire, c'est à cause des limites et des faibles modalités de contrôle des subventions et l'incapacité de l'Etat à les rediriger uniquement aux classes cibles. La caisse de compensation est bien le premier responsable du déficit, et non pas les classes moyenne et pauvre. Même si Marx essaierait d'être convaincu il n'y arriverait pas ; même dans le cas où seules la classe moyenne et la classe pauvre profitent des dépenses de la compensation à même valeur de 56 milliards dirhams qui a donné lieu au déficit de 7% en 2012, les exonérations octroyés aux patrons rien qu'au titre de l'année de 2015 représentent 8% des recettes fiscales, elles-mêmes pouvant solder le déficit de 2,25%, elles mêmes représentant 1,9% du PIB (de l'année en cours).

Quelle est le sens de la croissance et de la transformation de la structure économique dont le Maroc se vante en plein conjoncture mondiale difficile? Nous répondons par les

⁽²⁰⁾ Idem

⁽²¹⁾ C'est évident du moment que l'équation du solde budgétaire considère les recettes hors dettes (- les dépenses)

⁽²²⁾ Les recettes fiscales ont représenté 70% en 2014 (et non 59% prévu dans la loi de finances 2014)

mêmes mots du gouvernement à travers sa note de présentation du PLF-2016 : « Les résultats probants obtenus par notre pays en matière de croissance et de transformation de l'économie n'ont de sens que si une politique de répartition équitable des richesses créées est mise en place dans le cadre d'une approche intégrée profitant à toutes les catégories sociales ».

Profitant à toutes les catégories sociales⁽²³⁾? Marx aurait posé la question : En quoi? Avec la limite imposée à la consommation des masses? A l'intérêt de qui au juste les dépenses de la compensation ont été passées de 56 milliards en 2012, à 42,4 milliards en 2013, passant à 32,7 milliards en 2014, puis à 23 milliards en 2015 et à 15,5 milliards l'année prochaine? Est-ce pour que seules les classes moyenne et pauvre en bénéficient? Ce serait le cas si les prix sont maintenus en état. Dès qu'une matière se libère, les patrons remboursent le manque de profit par l'augmentation des prix de ce qu'ils vendent.

En dépit de cette abondance de limites à la consommation, la demande intérieure reste l'élément principal qui tire la croissance de l'économie marocaine quoiqu'elle accuse de légères récessions de temps en temps. Selon les statistiques du Haut Commissariat au Plan (HCP) publiées l'année dernière dans les comptes nationaux du deuxième trimestre 2014, les composantes de la demande globale connaissent quelques réaménagements encore timides et qui restent surtout à confirmer. Prenons la composante de la consommation des ménages qui pèse près de 60% du PIB, elle a régressé de 3,2 le semestre d'avant à 2,7%, sa contribution ressort ainsi à 1,6 point contre 1,9% un an auparavant. Elle soutient tout de même la croissance économique. Est-ce que Marx s'était trompé en pensant que la limite imposée à la consommation est la profonde cause de toute crise ? Sinon, qui est-ce qui maintient pourtant la croissance tirée au Maroc à des points positifs?

Si la consommation n'accuse pas de replis (sauf rarement de même pas un point) et si le pouvoir d'achat des citoyens est faible, la réponse qu'un citoyen dépense au delà de son pouvoir d'achat. Comment?

Selon Bank Al Maghreb (BAM) au début de cette année, les banques ont débloqué plus de 753 milliards de dirhams en novembre 2014. Le classement par objet économique laisse paraître une sérieuse hausse des crédits à la consommation qui ont enregistré, à fin novembre 2014, un encours de 44,067 milliards de dirhams se bonifiant ainsi d'une hausse de 8,8%, comparé aux résultats du mois de septembre 2013. Les banques se mettent à promouvoir l'offre de crédits et à simplifier les procédures et les règles de les obtenir. Qui va s'y opposer? Les banques qui continuent à faire des profits? Les ménages qui s'achètent ce qu'ils veulent? tout le monde s'avère gagnant. Pour Marx, les crédits en tant que solution, sont la dernière étape avant le déclenchement d'une crise. C'est une passation d'une crise

⁽²³⁾ Cette question est d'autant plus importante que la loi de Kuznets indique que plus la croissance économique du Maroc sera forte, plus les inégalités s'accroîtront. Réf. : Philippe BARTHELEMY, L'Hypothèse de KUZNETS est-elle encore d'actualité?. Colloque International "Région et développement économique", Rabat, Maroc, octobre 1995.

de demande et de consommation à une crise de crédits. La récente fameuse crise de 2008 a pris ce même itinéraire : résoudre la crise de la demande dans le secteur immobilier par l'offre excessive des crédits hypothécaires, en passant ainsi à une crise de crédits.

En guise de conclusion, les nouveautés du projet de loi de finances sont distinctes entre plusieurs points forts et d'autres qui sont faibles. La lecture à travers les yeux de Marx ne nous permet pas d'aborder le projet dans tous ses détails, mais nous permet d'évaluer pertinemment la cohérence entre le projet et les objectifs résumés dans leur finalité de réduire les disparités.

Cette lecture nous incite à plus de prudence dans l'élaboration de nos lois de finances : Les dépenses évoluent à la hausse d'année en année tandis que des recettes s'en vont en exonérations incorrectement étudiées, les recettes des établissements et des entreprises publiques sont en récession. Par conséquent, la solution reste de toucher au pouvoir d'achat et de recourir à l'endettement. Mal faite, la rationalisation des dépenses n'est efficace en rien et s'ajoutent à ses dernières des dépenses fiscales en exonérations que la cour supérieure des comptes a tant critiquées. Notre économie n'est pas assez solide pour pouvoir aller avec assurance sur un état d'endettement, le ministre de l'Economie et des Finances défend son optique sur l'endettement qu'il n'existe pas de politique appelé "politique d'endettement", qu'aucun investissement n'est possible sans endettement et que le gouvernement est obligé de s'endetter. Pour nous, nous favorisons l'expression "Aucun investissement n'est possible sans financement" au lieu de "Aucun investissement n'est possible sans endettement". L'investissement a besoin de financements, mais ces financements ne peuvent être réalisés uniquement par les crédits bancaires ni, l'affirmons-nous, par l'Etat. Notre économie pour qu'elle soit développée a besoin d'un marché financier, et pour que ce marché soit efficace, il y a un pré-requis incontournable, c'est ce que ce marché soit liquide (c'est à dire qu'à tout instant les titres peuvent être échangés...). cette lecture suscite également un ensemble de questions : Est-ce que l'exploitation de la caisse de compensation par les plus riches et les entreprises est visible, mais les répercussions des réformes faites à son niveau sur le pouvoir d'achat le sont moins? Combien représente la part budgétaire de tous les secteurs sociaux confondus dans l'ensemble du budget (Education et enseignement supérieur, santé, habitat, emploi, développement et solidarité sociale, sports et jeunesse, culture)? Pourquoi le fossé ne cesse pas de creuser entre les classes? Pourquoi les allègements fiscaux dont profitent les entreprises ne se conjuguent-ils pas au niveau des prix des produits de ces entreprises?...

Cette lecture a pour objectif d'émettre des pistes de réflexions sur plusieurs articles du projet et de développer un débat constructif autour des politiques et des programmes ressortis du projet.

REFERENCES :

Projet de loi de finances, Ministère de l'Economie et des Finances, 2016 ;

Notre de présentation du projet de loi de finances, Ministère de l'Economie et des Finances, 2016;

Discours du Ministre de l'Economie et des Finances le 20 octobre 2015 devant le parlement :
Présentation du PLF-2016 ;

Diagnostic territorial, Ministère de l'Intérieur ;

Discours du Roi Mohammed VI à l'occasion du 16^{ème} anniversaire de son accession au Trône, 2015 ;

Rapport sur la fiscalité, Cour supérieure des comptes, 2014 ;

Rapport sur les dépenses fiscales, Direction générale des impôts, 2012 ;

Rapport sur les dépenses fiscales, Direction générale des impôts, 2013 ;

Rapport sur les dépenses fiscales, Direction générale des impôts, 2014 ;

Rapport sur les dépenses fiscales, Direction générale des impôts, 2015.